

JUILLET 1989

NOTE

INSEE DOCUMENTATION



30080275115

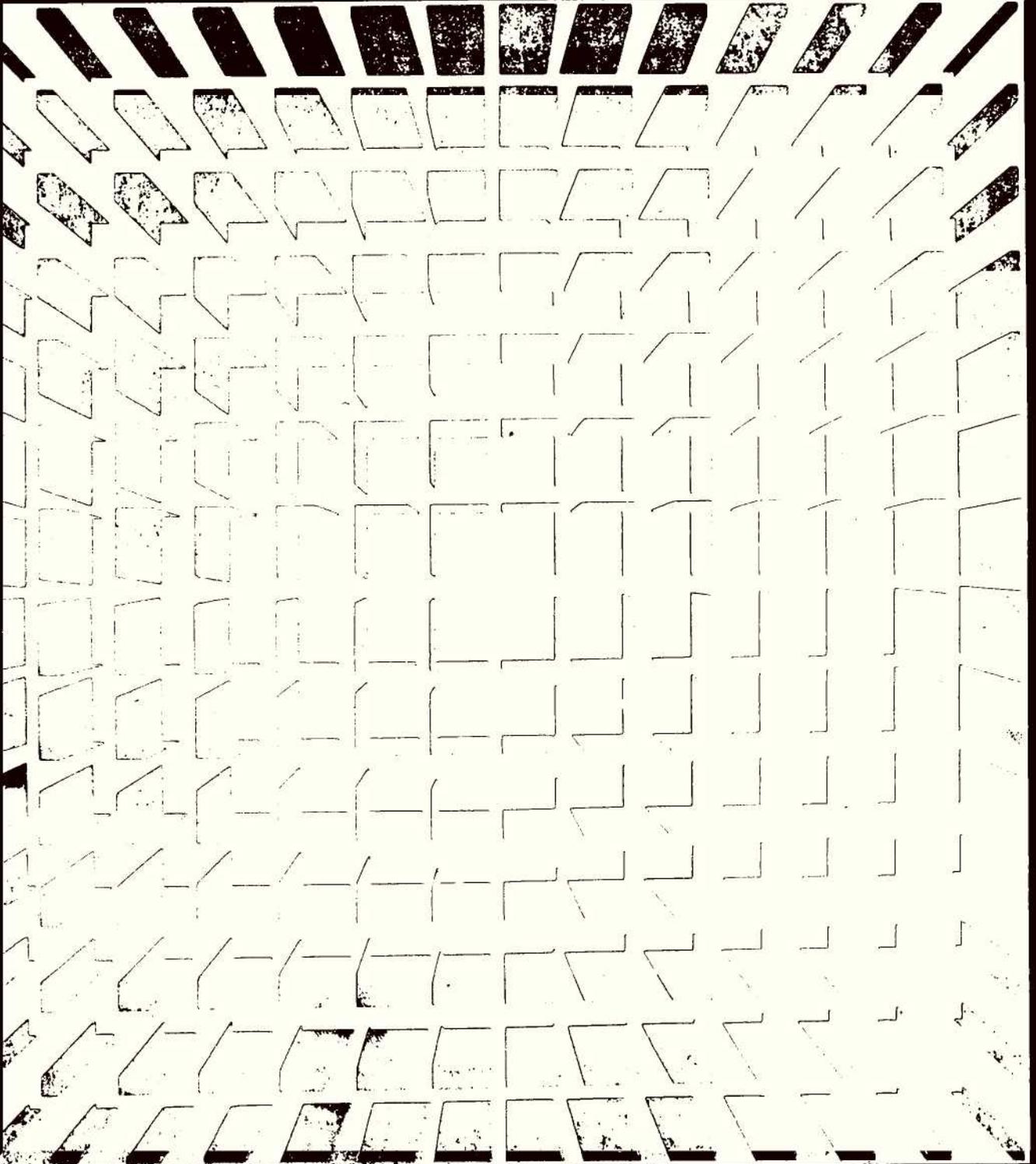
Note de conjoncture de l'INSEE.
Supplément aux tendances de la conj.

№ 300002 1989 06 00

INSEE - 11105t

INSEE

C 2



INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

Supplément à la Revue de la Conjoncture

République Française / Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget / Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques / Directeur Général : M. Jean-Claude MILLERON / Direction Générale : 18, bd Adolphe Pfnard, 75675 PARIS Cedex 14 / Téléphone : (1) 45.40.12.12 / Télex : 204924 / Télécopie : (1) 40.92.11.91

SOMMAIRE

JUILLET 1989

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

VUE D'ENSEMBLE

Les tensions dans l'appareil productif industriel	11
---	----

FICHES THEMATIQUES

L'environnement international	23
La politique monétaire et le financement	30
Le prix des matières premières	34
Les coûts et les prix de production	38
Les prix de détail	40
L'investissement productif	44
La production	48
Les stocks	51
La productivité du travail	52
L'emploi	53
Le chômage	58
Les salaires	61
Les transferts sociaux	66
Les recettes fiscales	69
Le revenu des ménages	71
La consommation des ménages	72
Les échanges extérieurs : produits manufacturés	76
Les soldes extérieurs	81

Annexes :

Révisions des prévisions	84
Le compte associé	86

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- N° 34 du cahier 1 (bleu) : fin septembre 1989
- N° 29 du cahier 2 (vert) : début août 1989

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE, diffusée par la Direction de la Diffusion et de l'Action Régionale de l'INSEE / Maquette : agence PUZZLE / Cette publication fait notamment partie de l'abonnement à TENDANCES DE LA CONJONCTURE (Chef de section "TENDANCES" : M. Lucien CHAUVET / Bulletin d'abonnement et tarifs en dernière page.

Ont directement participé à la réalisation de cette note :

Rédacteurs en chef :

Danielle Bourlange ; Louis Cretin

Contributeurs :

Brigitte Belloc ; Marie-Paule Bénassi ; Chantal Cases ; Luis Cases ; Eric Chaney ; Jean Cordier ; Jean-Pierre Dablin ; Nicole Desprez ; Guillaume Dureau ; Jean-Christophe Fanouillet ; Jean-Pierre Fraichot ; Dominique Guellec ; Francis Kramarz ; Thierry Lacroix ; Gilles Laguerre ; Vincent Le Calonnec ; Stéfan Lollivier ; Françoise Maurel ; Pascal Mazodier ; Christiane Nivet ; Eric Poirié ; Pierre Ralle ; Emmanuel Raoul ; Florence Salet ; Bernard Salanié ; Pierre Sigonney ; Marie-Hélène Tamisier ; Joël Toujas-Bernate

Secrétaires de rédaction :

Françoise Berthelin ; Nelly Cousté ; Liliane Delanne ; Brigitte Gasdon

Illustration et mise en page :

Jean-Baptiste Biré ; Dominique Marty ; Jean-Paul Mer ; Sophie Renaud

Rédaction achevée le 2 juillet 1989

AVERTISSEMENT

Cette note analyse la situation de l'économie française à la mi-1989 et son évolution probable sur le reste de l'année. Elle comporte un chiffrage en termes de comptes nationaux trimestriels. Tous les chiffres relatifs aux trois derniers trimestres de l'année 1989 ont un caractère prévisionnel, tandis que ceux relatifs au premier trimestre sont le plus souvent provisoires. Les principales hypothèses ont été arrêtées un peu plus d'un mois avant la parution de cette note, l'hypothèse sur le cours du dollar étant, comme à l'accoutumée, conventionnelle.

CONVENTIONS

Les trimestres sont repérés par les chiffres 1, 2, 3, 4 ; les semestres par I, II.

Sauf précision, les chiffres présentés sont des taux de croissance en glissement semestriel-trimestriel.

ISSN 0766-6228

000 © INSEE 1989

Vue d'ensemble

En 1989, la croissance de l'économie française se poursuivrait à un rythme voisin de celui de l'an dernier. Le PIB marchand, évalué au prix de 1980, augmenterait de 3,5 % en moyenne, sans inflexion notable au second semestre. Cette croissance reposerait sur un rythme d'investissement toujours élevé et sur des exportations qui bénéficieraient d'un environnement international encore porteur. Au premier semestre 1989, les exportations rattrapent les pertes de parts de marché du second semestre 1988 et tirent largement la croissance ; au second semestre 1989, une consommation plus dynamique compenserait le retour des exportations à un rythme de croissance plus modéré, proche de l'évolution de la demande étrangère.

Sur l'ensemble de l'année et pour les produits manufacturés, la France cesserait de perdre des parts de marché à l'étranger grâce à une amélioration de la compétitivité-prix qui date de l'an dernier ; les exportations auraient ainsi une contribution à la croissance plus forte qu'en 1988. Les importations en volume ralentiraient en liaison avec la demande

intérieure totale, freinée par un moindre stockage. Au total, la contribution des échanges en volume à la croissance deviendrait positive.

Cependant, le déficit du commerce extérieur s'alourdirait car la hausse des prix du pétrole, des matières premières et du cours du dollar pèsent sur les termes de l'échange dès le premier semestre. Ces facteurs externes ont induit une certaine augmentation du rythme de hausse des prix au premier semestre 1989, inférieure toutefois à celle de nos principaux partenaires. Sous l'hypothèse d'une stabilisation des cours du dollar et du pétrole à un niveau voisin de ceux du deuxième trimestre, les prix devraient revenir au second semestre à un taux de croissance plus faible, similaire à celui du second semestre 1988.

Globalement les conditions de la croissance resteraient donc très favorables et permettraient une nette reprise de l'emploi industriel. Le dynamisme de l'emploi devrait être suffisant pour faire reculer le chômage.

Biens et services marchands : équilibre ressources-emplois aux prix de 1980												
Taux de croissance en %												
	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	87.I	87.II	88.I	88.II	89.I	89.II	1987	1988	1989	1987	1988	1989
PIB	0,8	2,0	1,5	1,9	1,7	1,8	2,8	3,4	3,5	2,0	3,8	3,5
Importations	5,4	6,9	2,1	5,5	2,5	2,7	12,7	7,6	5,2	7,7	8,1	7,6
Total des ressources	1,8	3,1	1,6	2,7	1,9	2,0	4,9	4,4	3,9	3,2	4,8	4,4
Consommation des ménages	1,3	2,1	0,3	2,1	0,7	1,7	3,4	2,4	2,4	2,7	2,8	2,6
FBCF totale	1,2	4,3	3,0	2,6	3,7	2,7	5,5	5,6	6,5	3,7	7,3	5,8
dont : SQS-EI	1,9	6,2	3,7	3,9	3,9	3,1	8,2	7,7	7,1	4,5	9,7	7,1
ménages	-0,6	1,4	1,1	0,0	3,0	1,7	0,8	1,1	4,6	1,6	3,0	2,3
Exportations	0,6	7,3	0,7	2,8	6,7	2,3	7,9	3,5	9,2	3,0	6,7	9,8
Variations de stocks en Mds de F80	17,2	10,7	16,2	20,2	14,5	14,3				27,9	36,4	28,9
Demande intérieure hors stocks	1,5	2,7	1,1	2,2	1,4	2,0	4,2	3,3	3,4	3,2	4,0	3,4

Une inflation un peu plus élevée, largement due à des facteurs externes

Après un premier semestre où le rythme de hausse des prix de détail augmente nettement (2,1 % en glissement), le second semestre marquerait le retour à une tendance similaire à celle observée un an avant (1,5 % en 89.II et 1,6 % en 88.II hors effet TVA). Sous l'hypothèse d'une stabilisation du cours du dollar à 6,50 F et du prix du baril de pétrole à 18 \$ 1/, le glissement des prix de détail qui était de 3,1 % en décembre 1988, et de 3,7 % en mai 1989 serait encore à ce niveau en fin d'année, en l'absence de nouvelle baisse des taux de TVA.

Cette augmentation du rythme de hausse des prix sur l'ensemble de l'année apparaît largement due à des facteurs externes : la hausse du prix du pétrole et du cours du dollar au premier semestre, la montée des cours des matières premières, et avec elle, celle des produits manufacturés importés, y contribuent pour beaucoup, jouant directement sur les prix de l'énergie et indirectement sur ceux des produits manufacturés du secteur privé. La répercussion sur ces derniers reste modeste au premier semestre même en tenant compte des effets des baisses de TVA et du pincement des marges sur les produits pharmaceutiques ; hors mesures spécifiques, l'accélération par rapport au second semestre 1988 ne serait en effet que de 0,5 point. Bénéficiant du caractère modérateur du coût salarial, les prix des produits manufacturés privés n'ont ainsi intégré qu'une faible partie de la remontée du coût des consommations intermédiaires. Du fait du caractère très progressif de cette répercussion, l'augmentation de leur rythme de hausse devrait se maintenir au second semestre, et conduire à une croissance de 2,9 % sur l'ensemble de l'année (3,2 % hors effet des baisses de TVA passées) après 2,3 % en 1988 (2,4 % hors effet TVA).

A ces facteurs externes, s'ajoutent les effets retardés des quotas laitiers sur les prix alimentaires ; engendrant une réduction de l'offre de viandes et de produits laitiers, ils ont induit depuis la mi-1988 des tensions sur les prix de ces

produits qui devraient perdurer jusqu'en 1990. Malgré un léger ralentissement au second semestre, les prix des produits alimentaires resteraient ainsi sur un rythme de hausse soutenu : 4,4 % de croissance sur l'année, après 2,4 % en 1988 (2,7 % hors effet TVA).

L'accélération de l'indice hors énergie (3,6 % de hausse en 1989 après 3,3 % en 1988) serait plus faible que ne le laisserait prévoir la répercussion mécanique de ces facteurs. L'inflexion dans le rythme de croissance des prix des autres secteurs a en effet un rôle nettement modérateur. Le ralentissement à l'oeuvre au premier semestre dans le secteur des loyers se poursuivrait au second semestre, tandis que celui observé dans les services du secteur privé resterait acquis. Après une quasi stabilité au premier semestre, les prix des tarifs publics et de la santé devraient être revalorisés au second semestre de façon particulièrement modérée, le glissement sur l'ensemble de l'année étant proche de 1 %.

Confrontés eux aussi à un regain d'inflation pour une grande part liée à la répercussion sur les cours internationaux de la forte activité, nos principaux partenaires subissent en outre l'impact de facteurs qui leurs sont propres, tels les alourdissements de la fiscalité indirecte (RFA, Japon) ou de sensibles augmentations de salaires (Etats-Unis, Royaume-Uni, Italie). L'écart d'inflation qui s'est ainsi nettement accru en notre faveur, devrait conserver une évolution favorable sur l'ensemble de l'année.

Les hausses de salaires ne compromettent pas les bons résultats des entreprises...

Parallèlement à la croissance des prix, le taux de salaire horaire brut ouvrier (TSH), pourrait augmenter de 4,6 % entre janvier 1989 et janvier 1990. Cette hausse marquerait une accélération par rapport à 1988 où l'augmentation était de 3,4 %. En pouvoir d'achat brut, la croissance serait ainsi de 0,9 % en glissement alors qu'elle était quasiment nulle l'an dernier ; elle resterait toutefois inférieure en moyenne (0,5 % contre 0,7 % en 1988). Revalorisé de 2,1 % au 1er mars et de 1,9 % en juillet, le SMIC aurait une croissance légèrement supérieure en moyenne sinon en glissement.

1/ Rappelons que 10 % sur le prix du pétrole entraînerait mécaniquement un dixième de point sur le glissement de l'indice d'ensemble à travers le seul effet sur les produits pétroliers.

Cette accélération dans les revalorisations de salaires, un peu plus sensible au premier trimestre avec une hausse de 1,3 % entre janvier et avril, serait à rapprocher de l'amélioration des résultats des entreprises en 1988 et 1989 plutôt que de l'accélération des prix par le biais d'un mécanisme d'indexation. Les relèvements des salaires minimaux dans les accords salariaux de branche déjà signés le suggèrent et face à de bonnes perspectives de production pour 1989, les entreprises pourraient globalement, embaucher un peu plus qu'en 1988 ou accorder un peu plus de salaires, sans compromettre leur taux de marge. Avec une croissance de l'emploi de 1,5 % en glissement sur l'année, ce dernier continuerait en effet de s'améliorer : la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises non financières baisserait encore, mais moins qu'en 1988. Le choix des entreprises entre plus d'emplois et plus de salaires reste toutefois difficile à apprécier : il peut dépendre de conditions spécifiques (difficultés de recrutement de main-d'oeuvre qualifiée, souci des entreprises de faire participer les salariés aux fruits de l'expansion,...) et des perspectives de chaque branche.

Avec une nette reprise de l'emploi industriel...

Grâce au haut niveau de l'activité et aux perspectives de croissance encore très favorables, l'emploi industriel hors main-d'oeuvre intérimaire connaîtrait une nette reprise en 1989, surtout dans l'industrie manufacturière. Moins assise que l'an dernier sur une vive augmentation du recours à l'intérim, l'adaptation progressive de l'emploi à la production, après avoir engendré de forts gains de productivité en 1988, favoriserait une croissance plus rapide des emplois mais surtout plus d'embauches directes, en particulier dans les Biens d'équipement et les Biens intermédiaires. A l'inflexion du recours à l'intérim, s'ajouterait en effet une réduction de l'impact des politiques spécifiques pour l'emploi : le nombre de stages d'insertion à la vie professionnelle (SIVP) et d'emplois liés à des travaux d'utilité collective (TUC) diminuerait sans être compensé par la montée en charge d'autres dispositifs. Représentant 200.000 emplois comme en 1988, la croissance de l'emploi total reposerait sur des créations d'emploi plus durables.

... qui devrait diminuer le chômage

Sur l'année 1989, le dynamisme de l'emploi apparaît amplement suffisant pour absorber la croissance tendancielle de la population active et même faire diminuer le nombre de chômeurs 1/. Cependant les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) ne diminueraient que légèrement. Le plafonnement des dispenses de recherche d'emploi (DRE) après la forte progression du nombre de bénéficiaires en 1988, et l'instauration du revenu minimum d'insertion (RMI) pèseraient en effet sur l'évolution des DEFM sans pour autant que la situation de leurs bénéficiaires par rapport au chômage (au sens du BIT) soit nécessairement modifiée.

Un ralentissement du pouvoir d'achat au premier semestre...

La plus forte croissance en moyenne des salaires contribuerait à part à peu près égale avec celle des effectifs à l'accélération de plus d'un point de la masse salariale brute des entreprises non financières non agricoles hors grandes entreprises nationales (6,3 % en 1989 après 5,1 % en 1988). Dans l'ensemble des administrations publiques, l'évolution de la masse salariale serait moindre (4,6 %) en raison d'une quasi stagnation des effectifs. Aux effets de l'accord salarial dans la fonction publique qui conduit à une hausse de 3,4 % de l'indice des traitements bruts, s'ajoutent des mesures catégorielles spécifiques (plan "Jospin", plan "infirmières"). L'ensemble de la masse salariale brute reçue par les ménages accélérerait ainsi en 1989 (5,3 % après 4,4 % en 1988) à peu près autant que l'inflation. Mais la hausse d'un point du taux de cotisation sociale vieillesse pèserait dès le début de l'année sur son pouvoir d'achat net.

En raison du niveau plus élevé de l'inflation, les prestations sociales contribueraient moins que l'an dernier à la croissance du pouvoir d'achat du revenu. En valeur, elles conserveraient en 1989

1/ Lorsque les résultats détaillés de l'enquête emploi de mars 1989 seront disponibles (en août), les niveaux de taux de chômage actualisés en cette période de l'année par les DEFM (9,9 % en mai) pourraient être révisés à la baisse d'avril 1988 à avril 1989 ; le taux de chômage apparaîtrait alors comme significativement inférieur à 10 %.

leur rythme de croissance soutenu de 1988 (6,6 %). Des décalages de versement et une vive consommation, renforceraient la croissance des prestations-maladie ; avec l'instauration du RMI, ces effets compenseraient en moyenne une inflexion à la baisse des volumes sur les prestations famille et vieillesse. Les impôts seraient alourdis par l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) ; le supplément de 0,4 % du revenu imposable pour le financement de la sécurité sociale continuerait de peser sur eux au premier semestre. A la différence de l'an dernier, ils n'exerceraient plus d'effet favorable sur la croissance du pouvoir d'achat du revenu dans son ensemble. Celle-ci reviendrait au rythme de hausse observé sur l'ensemble des deux dernières années soit 2,2 % en moyenne (3,8 % en 1988). Ce ralentissement se produit au premier semestre en raison des prélèvements sociaux et fiscaux ; au second semestre en revanche, la croissance serait nettement plus favorable (1,9 % après 0,1 %).

... sans que la consommation en soit trop affectée

La consommation ne fléchirait que légèrement pour s'adapter au rythme de croissance du pouvoir d'achat. Compte tenu des délais d'ajustement usuels, l'accélération du pouvoir d'achat en 1988 s'était peu répercutée sur elle ; elle avait ainsi conservé un rythme annuel de croissance de 2,7 %. En dépit de la hausse de l'inflation, la consommation devrait bénéficier de ces retards d'adaptation particulièrement au premier semestre. Dans ce contexte, la baisse continue des achats de produits manufacturés depuis janvier paraît excessive. La bonne tenue des intentions d'achats des ménages comme le regain des intentions de commande des commerçants pour l'été, confortent l'hypothèse selon laquelle il s'agirait d'un simple report d'achats, qui serait plus particulièrement marqué dans l'automobile, en raison des changements de millésime. Aussi la consommation totale devrait-elle repartir au second semestre (+ 1,7 %) en même temps que se redresserait le pouvoir d'achat. Sur les seuls produits manufacturés, l'accélération serait vive au second semestre conduisant à une croissance en glissement égale à celle de l'an dernier (2,5 %), mais en retrait en moyenne (3,0 % après 3,7 % en 1988).

Une production aussi dynamique qu'en 1988

La production manufacturière bénéficierait d'une demande toujours très active et pourrait même progresser à un rythme un peu plus rapide qu'en 1988 (5 % en glissement). Compte tenu des acquis, sa croissance en moyenne annuelle marquerait toutefois un léger repli. Après un premier semestre particulièrement vigoureux du fait d'un fort courant d'exportations et à un investissement soutenu, la situation serait un peu moins favorable au second semestre, bien que le regain de la consommation soit de nature à compenser en grande partie une croissance moins vive des exportations.

Les branches de l'Automobile et des Biens de consommation seraient cette année les plus dynamiques, prenant le relais des Biens intermédiaires et des Biens d'équipement qui freineraient un peu après les rythmes de croissance exceptionnels connus en 1988.

Les tensions sur les capacités de production, qui se manifestent actuellement de manière localisée, ne devraient donc pas beaucoup contrarier la croissance de la production. Si elles sont plus marquées que lors du pic conjoncturel de fin 1979-début 1980, elles restent globalement moins sensibles qu'au moment du boum de la fin 1973-début 1974 et la production profite progressivement des nouveaux équipements mis en place.

Le tertiaire marchand dans son ensemble connaîtrait également une année aussi bonne que 1988, profitant du dynamisme de l'activité industrielle et de la bonne orientation de la consommation des ménages.

Les perspectives dans le bâtiment et les travaux publics apparaissent un peu moins favorables que l'année dernière, les mises en chantier de logements semblant marquer le pas de même que les travaux publics. Toutefois l'activité continuerait d'être soutenue par la demande des entreprises en bâtiments non résidentiels, en liaison notamment avec les investissements de capacité industriels.

Un effort d'équipement industriel vigoureux

Le développement de l'activité s'accompagnerait d'un effort d'investissement toujours très soutenu de la part des entreprises du secteur concurrentiel, quel que soit leur domaine d'activité. Cet effort bénéficierait d'une situation financière restaurée : l'autofinancement resterait abondant et les bilans plus sains autoriseraient les entreprises à solliciter davantage de crédits. Ainsi au premier trimestre de cette année, la demande de crédits à l'investissement augmente-t-elle, malgré le renchérissement de leur coût. La progression de l'investissement serait de l'ordre de 7 % pour l'ensemble des entreprises non financières et de 8 % à 9 % pour les entreprises concurrentielles.

L'investissement industriel, qui a vigoureusement accéléré en 1988, témoignerait toujours du même dynamisme : il progresserait encore de 8 % à 9 % cette année, après un peu plus de 11 % en 1988, si bien que le taux d'investissement retrouverait les niveaux élevés du début des années 70.

L'amélioration de la demande à partir de 1987 a fortement sollicité des capacités de production qui avaient quasiment stagné depuis 1980. Elle a fait se développer des goulots d'équipement, tout particulièrement dans l'Automobile et les Biens intermédiaires, secteurs qui avaient connus la plus forte dégradation de leurs investissements au lendemain du second choc pétrolier. Aussi les industriels ont-ils renoué avec les investissements de capacité, sans doute dès 1987 mais plus nettement en 1988. Ceux-ci continueraient à se développer en 1989, encouragés par le niveau des goulots et une demande qui reste ferme. Le dynamisme actuel des mises en chantier de bâtiments industriels atteste d'ailleurs la poursuite de la mise en place de nouvelles unités de production.

L'aisance financière des entreprises industrielles, qui est par exemple soulignée par le très bon niveau des indicateurs de l'enquête "trésorerie", devrait aussi leur permettre d'intensifier leur effort de modernisation. L'impératif de compétitivité, face notamment à l'ouverture du Grand Marché Européen est sans doute l'un des facteurs essentiels sur lesquels repose le dynamisme actuel de l'investissement industriel.

Une demande étrangère ralentie, mais toujours porteuse

L'investissement productif resterait aussi un élément dynamique de la demande intérieure en Europe. Dans les pays membres de la CEE, l'investissement industriel croîtrait en moyenne de 8 % en 1989, après 7 % en 1988. Par contre la consommation pourrait constituer un facteur de ralentissement dans la mesure où l'inflation plus forte pèserait sur le revenu des ménages. Ce serait en particulier le cas en RFA où la fiscalité indirecte a été alourdie en début d'année. En Europe continentale, le ralentissement de la consommation et de la croissance devrait toutefois être peu marqué ; il le serait davantage au Royaume-Uni qui subit les effets d'un net resserrement de la politique monétaire. En définitive la demande intérieure totale pourrait ralentir d'environ un point en moyenne annuelle en Europe pour croître en 1989 à un rythme voisin de celui de la France. La demande de produits manufacturés adressée à la France par ses partenaires européens connaîtrait une inflexion du même ordre.

La demande en provenance de l'OCDE hors CEE serait freinée plus nettement que celle émanant de la CEE : aux Etats-Unis, la croissance s'infléchirait plus qu'en Europe continentale. A l'inverse, profitant de la hausse du prix du pétrole et des volumes exportés, l'OPEP apporterait cette année une contribution très positive à la demande mondiale adressée à la France. En définitive celle-ci progresserait de 8,7 % en moyenne annuelle en 1989, et son ralentissement, surtout sensible au second semestre, serait limité à un point en moyenne.

Des exportations plus dynamiques qu'en 1988...

Nos exportations de produits manufacturés profiteraient non seulement d'une demande mondiale, toujours très active quoique ralentie, mais aussi d'une amélioration de notre compétitivité-prix. La compétitivité-prix des produits français, dont les effets sur les exportations se manifestent généralement avec un certain retard, se redresse dès la mi-1988 et plus nettement au début de 1989. Ce mouvement repose sur une évolution des coûts salariaux unitaires plus favorable chez nous que chez nos principaux partenaires au cours des dernières années, et sur la hausse du dollar.

A une croissance vigoureuse de nos exportations de produits manufacturés (9,2 % en moyenne) s'ajouteraient en 1989 de légers gains de parts de marché, alors que de sensibles pertes avaient été enregistrées depuis 1985. La croissance de nos exportations serait plus forte au premier semestre (7 % en glissement) qu'au second (3,4 %). Ce profil reflèterait pour partie celui de la demande mondiale, en légère inflexion au second semestre, mais aussi la croissance exceptionnelle du premier trimestre (6,7 %), qui rattrape une fin d'année 1988 plutôt médiocre et bénéficie de la montée en charge des livraisons d'Airbus.

... mais un déficit du commerce extérieur qui se creuserait à nouveau

Les importations de produits manufacturés progresseraient plus modérément qu'en 1988. En effet à une moindre croissance en moyenne annuelle de la demande intérieure hors stocks (consommation, investissement) s'ajouterait un stockage moins actif qu'il ne le fut en 1988 en liaison avec l'accélération de l'activité. L'ajustement des stocks au nouveau rythme de croissance devrait maintenant s'effectuer plus progressivement.

En outre la progression du taux de pénétration, autrement dit la part de la demande intérieure satisfaite par des produits étrangers, serait légèrement ralentie : elle atteindrait 35,9 % en moyenne en 1989 après 34,4 % en 1988 et 32,8 % en 1987. Nos importations de produits manufacturés augmenteraient ainsi de 9,2 % en 1989 en moyenne après 12,4 % en 1988 et le second semestre serait en retrait par rapport au premier.

En définitive le déficit manufacturier CAF-FAB s'alourdirait sur l'année d'environ 16 Mds de F et dépasserait ainsi 50 Mds de F. Au premier semestre,

malgré une progression nettement plus forte des exportations que des importations, le solde manufacturier ne s'améliorerait que modérément par rapport à son niveau du deuxième semestre 1988. Avec la hausse rapide des prix d'importation, liée notamment à la montée du dollar, la France subit en effet une perte de ses termes de l'échange. Au second semestre le solde s'alourdirait à nouveau, les importations et les exportations évoluant cette fois de façon plus parallèle. En moyenne sur l'année, le solde se stabiliserait sensiblement à son niveau du second semestre 1988 : soit environ de 4,5 Mds de F de déficit par mois. Pour être relativement marquée, la dégradation n'en serait donc pas moins ralentie par rapport aux années précédentes.

Allégée en 1988 à la faveur de la baisse du prix du pétrole, notre facture énergétique retrouverait son niveau de 1987 (82 Mds de F CAF/FAB après 66,5 Mds de F en 1988). Par contre, en raison de la demande active qui s'adresse à nos disponibilités et du niveau élevé des prix internationaux l'excédent agro-alimentaire devrait continuer d'augmenter. Il atteindrait un niveau record : 50 Mds de F après 39,4 Mds en 1988 (CAF/FAB).

Le déficit commercial (FAB/FAB) approchait quant à lui 45 Mds de F, supérieur de l'ordre de 10 Mds de F à son niveau de 1988.

L'économie française paraît ainsi s'être engagée dans de bonnes conditions sur un sentier de croissance plus soutenue. Ce sentier n'apparaît praticable que dans la mesure où la croissance de notre demande intérieure restera en ligne avec celle de nos principaux partenaires. Cependant la contrainte extérieure jouera d'autant moins que les prix français continueront à évoluer moins vite que ceux de nos concurrents.